

**Avenant n° 56 du 4 décembre 2024**  
relatif au régime de prévoyance collective

NOR : ASET2550276M

IDCC : 953

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

**CNCT,**

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

**UNSA ;**

**CFTC CSFV ;**

**FGA CFDT ;**

**FGTA FO,**

d'autre part,

**Préambule**

Afin de maintenir un régime de prévoyance conventionnel de qualité au profit des entreprises et salariés de la branche d'activité des charcutiers-traiteurs et traiteurs, les partenaires sociaux conviennent d'une révision des taux de cotisation des garanties prenant effet le 1<sup>er</sup> janvier 2025 :

Il est convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup> | Modification de l'article 20.2.C de la convention collective nationale du 1<sup>er</sup> décembre 1977 réécrite par l'avenant n° 113 du 4 avril 2007 et l'avenant n° 1 du 6 novembre 2008 qui modifie l'article 20 de ladite CCN ainsi que ses avenants successifs.**

L'article 20.2.C « Montant et assiette des cotisations » du régime de prévoyance de la convention collective nationale de la charcuterie de détail est remplacé par :

(Voir page suivante.)

## « Article 20.2.C | *Montant et assiette des cotisations*

Les taux de cotisation sont fixés et répartis comme suit :

### Régime général

#### ■ Non-cadres :

Garanties	Taux T1-T2
Décès-IAD	0,15 %
Rente éducation OCIRP	0,07 %
Incapacité de travail	1,02 %
<b>Taux global</b>	<b>1,24 %</b>

La participation minimale de l'employeur s'élève à 69 % tranches 1 et 2.

Dans le cadre de sa quote-part, l'employeur finance les obligations légales de maintien de salaire mises à sa charge exclusive à hauteur de 0,75 % T1/T2.

#### ■ Cadres :

Garanties	Taux T1	Taux T2
Décès-IAD	0,88 %	0,88 %
Rente éducation OCIRP	0,07 %	0,07 %
Incapacité de travail	1,20 %	1,92 %
<b>Taux global</b>	<b>2,16 %</b>	<b>2,88 %</b>

La participation minimale de l'employeur s'élève à 97 % de la tranche 1 et 53,5 % de la tranche 2.

Dans le cadre de sa quote-part, l'employeur finance les obligations légales de maintien de salaire mises à sa charge exclusive à hauteur de 0,82 % T1 et de 1,26 % T2.

### Régime local

#### ■ Non-cadres :

Garanties	Taux T1-T2
Décès-IAD	0,15 %
Rente éducation OCIRP	0,07 %
Incapacité de travail	1,80 %
<b>Taux global</b>	<b>2,02 %</b>

La participation minimale de l'employeur s'élève à 69 % tranches 1 et 2.

Dans le cadre de sa quote-part, l'employeur finance les obligations légales de maintien de salaire mises à sa charge exclusive à hauteur de 1,14 % T1/T2.

#### ■ Cadres :

Garanties	Taux T1	Taux T2
Décès-IAD	0,88 %	0,88 %
Rente éducation OCIRP	0,07 %	0,07 %

Garanties	Taux T1	Taux T2
Incapacité de travail	1,95 %	2,60 %
Taux global	2,91 %	3,56 %

La participation minimale de l'employeur s'élève à 97 % de la tranche 1 et 53,5 % de la tranche 2.

Dans le cadre de sa quote-part, l'employeur finance les obligations légales de maintien de salaire mises à sa charge exclusive à hauteur de 1,14 % T1/T2.

#### Assiette de cotisations

Est soumise à cotisation au régime de prévoyance la totalité des salaires bruts de l'ensemble du personnel concerné. Le salaire soumis à cotisation se décompose comme suit :

- tranche 1 (T1) : partie du salaire dans la limite du plafond annuel de la sécurité sociale ;
- tranche 2 (T2) : partie du salaire comprise entre le plafond mensuel de la sécurité sociale et quatre fois son montant.

Aucune cotisation n'est due sur les prestations versées par l'organisme assureur.

En application de la loi n° 89-1009 du 31 décembre 1989 et de la loi n° 94-678 du 8 août 1994, les entreprises qui rejoindront le régime de prévoyance alors qu'un ou plusieurs de leurs salariés ou anciens salariés sont en arrêt de travail à la date d'effet de leur adhésion devront en faire la déclaration auprès de l'organisme assureur. »

## Article 2 | Date d'effet

Le présent avenant prend effet le 1<sup>er</sup> janvier 2025.

## Article 3 | Dépôt et extension

Le présent avenant est fait en nombre suffisant d'exemplaires pour remise à chacune des organisations signataires et dépôt dans les conditions prévues par le code du Travail.

Les parties signataires conviennent de demander au ministère du travail, de la solidarité et de la fonction publique, l'extension du présent avenant en application des articles L. 2261-15 et suivants du code du travail.

La confédération nationale des charcutiers-traiteurs et traiteurs, 15, rue Jacques-Bingen, 75017 Paris se charge des formalités nécessaires.

Suivant les dispositions de l'article L. 2261-23-1 du code du travail, les parties signataires n'ont pas retenu de dispositions spécifiques telles que visées par l'article L. 2231-10-1 du code du Travail à l'attention des entreprises de moins de 50 salariés, dès lors que le présent avenant vise à modifier le régime collectif obligatoire de prévoyance dont doivent bénéficier les salariés relevant de la convention collective et ce, quel que soit l'effectif de leur entreprise.

*Fait à Paris, le 4 décembre 2024.*

(Suivent les signatures.)